



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Estimation du coût global de la sortie des cages pour les élevages de
veaux, de porcs, de poules pondeuses et leurs reproducteurs**

Numéro de consultation : SSP-DGAL-2025-061

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question envoyée par mail aux services ou posée par téléphone ne sera traitée.

| |
|--------------------|
| Table des matières |
|--------------------|

| | |
|---|----|
| 1 - Objet du marché | 3 |
| 2 - Éléments de contexte | 3 |
| 3 - Objectifs, contenu et méthode de l'étude..... | 5 |
| 3.1. Objectifs généraux de l'étude | 5 |
| 3.2. Contenu détaillé et méthodes | 5 |
| 4 - Pilotage et suivi de la prestation | 7 |
| 4.1. Pilotage et référents..... | 7 |
| 4.2. Planification et suivi de l'étude..... | 7 |
| 4.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude..... | 8 |
| 5 - Obligations du titulaire | 10 |
| 5.1. Participation aux différentes réunions..... | 10 |
| 5.2. Remise des livrables..... | 10 |
| 5.3. Confidentialité | 10 |
| 5.4. Propriété de l'étude..... | 10 |
| Annexe : bibliographie et données indicatives | 11 |

1 - Objet du marché

L'objectif de la présente étude est d'identifier les implications (techniques, économiques, sanitaires, etc.) et d'estimer le coût global de la sortie des cages, pour différentes espèces de production animale : veaux, porcs et poules pondeuses. Le coût global s'entend comme la somme des coûts directs et des coûts indirects liés à l'adaptation des filières à cette nouvelle réglementation, en faisant l'hypothèse d'un maintien de la taille des cheptels dans les prochaines années. Les coûts directs comprennent, entre autres, le changement des dispositifs de production (par exemple l'élevage de poules au sol) et les travaux réalisés dans des bâtiments supplémentaires, alors que les coûts indirects incluent, entre autres, les éventuelles pertes de rendement, les nouvelles modalités de travail pour les éleveurs, les coûts de gestion des effluents, de formalités administratives, etc. Il s'agira aussi de se demander comment ces coûts pourraient être pris en charge et répartis entre différents acteurs (État, interprofession, consommateur, etc.).

Les résultats de cette étude aideront le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) à mieux accompagner les filières, afin d'atteindre l'objectif de sortie des cages dans des délais raisonnables, variables selon les filières et les productions.

2 - Éléments de contexte

Initiative citoyenne “End of the cage age” et révision des textes européens

Le 11 septembre 2018, l'association de protection animale internationale *Compassion in world Farming* (CIWF) a déposé une initiative citoyenne européenne (ICE), appelée « *End of the cage age* », auprès de la Commission européenne (CUE). Cette ICE demande l'arrêt total de l'élevage en cages pour les veaux, lapins, volailles (poules, poulettes, poulets, cailles, oies, canards) et porcs (truiés en stalles individuelles et cases maternité). Le million de signatures ayant été dépassé en 2021, la CUE a accepté cette ICE¹ et s'est engagée à la prendre en compte et à y donner suite. La CUE a indiqué que la transition vers la fin des cages serait incluse dans la révision des textes européens en faveur du bien-être animal (BEA) et qu'un premier texte serait proposé fin 2023.

Cette révision globale des textes relatifs au BEA porte sur 5 directives relatives à la protection animale (la [DIR 98/58 CE](#) et les DIR spécifiques que sont la [DIR 2008/120/CE](#) sur les porcs, la [DIR 2008/119/CE](#) sur les veaux, la [DIR 1999/74/CE](#) pour les poules pondeuses et la [DIR 2007/43/CE](#) pour les poulets de chair), ainsi que sur deux règlements : le [RUE 1/2005](#) sur la protection des animaux durant le transport et le [RUE 1099/2009](#) sur la protection des animaux durant leur abattage.

À terme, ces textes seront remplacés par 4 nouveaux règlements portant sur l'élevage, le transport, la protection des animaux au moment de l'abattage, et l'étiquetage concernant le BEA (nouvel élément). À ce jour, seul un [projet de texte concernant le transport](#) a été publié en décembre 2023 : il propose une réduction de la durée du trajet, une augmentation de l'espace durant le transport, la protection contre les températures excessives et une protection renforcée pour les animaux vulnérables (jeunes veaux, poules âgées).

Parallèlement à ce travail de refonte des textes européens, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) d'une part, et le cabinet d'étude *EY Consulting* d'autre part ont été mandatés par la CUE pour conduire des études visant à faire un état des lieux des filières concernées et appréhender l'impact sur celles-ci des évolutions envisagées. Les rapports de l'EFSA ont été publiés en 2022, alors que les résultats de l'étude d'impact d'EY sont restés confidentiels. La CUE a aussi réalisé un soutien financier à la recherche et à l'innovation au travers du programme *Horizon Europe* et du [Partenariat européen pour la santé et le bien-être animal](#), dont plusieurs projets en consortium européens sont issus.

¹ https://europa.eu/citizens-initiative/initiatives/details/2018/000004_en

Implications pour les élevages français de la sortie des cages

La révision des textes européens devrait affecter la France, qui se situe parmi les premiers producteurs européens de denrées alimentaires d'origine animale, et qui compte de nombreux élevages dans les espèces concernées. Bien que l'ICE souligne que les attentes sociétales sont importantes, les consommateurs restent attentifs aux prix des denrées alimentaires. Ils continuent de privilégier des prix bas, notamment en période d'inflation (laquelle régresse fortement), et ne soutiennent pas nécessairement *via* leurs actes d'achats les filières les plus vertueuses en matière de BEA². Les productions animales élevées en cages sont aussi celles où les marges sont les plus réduites pour les éleveurs, et où la concurrence nationale et internationale est la plus importante (ex : ovoproduits). Ces constats renforcent le besoin d'allier une recherche d'augmentation de la qualité à une recherche de productivité, basée sur la quantité d'animaux produits (densité m²/animal). Développer des économies d'échelle permet, par exemple, de limiter les coûts de production en répartissant les charges fixes sur un plus grand nombre d'unités produites.

Depuis 2018 et la publication de la loi EGalim I, les différentes filières animales se sont engagées sur le BEA. Cela se poursuit au travers des différents plans de filière et dans les décisions de ces dernières au titre de la responsabilité sociétale des organisations (RSO). Néanmoins, la transition vers une sortie des cages comporte un certain nombre d'obstacles économiques et techniques. Par exemple, l'absence de cage peut augmenter les rapports conflictuels entre animaux. Elle entraîne un risque de sous-alimentation de certains individus par compétition d'accès à la nourriture et à l'abreuvement. À ce jour, le périmètre de l'ICE concerne les espèces suivantes : veaux, porcs, poules pondeuses, palmipèdes, lapins et leurs reproducteurs. Compte tenu du nombre d'élevages et de la diversité des modes de production présents en France, ainsi que de l'incertitude sur l'horizon visé pour la fin des cages, les acteurs des filières s'inquiètent sur leur capacité à répondre à cette obligation future.

Deux études (rapports IFIP et ITAVI, cf. bibliographie) ont estimé les coûts liés à une sortie des cages, pour les porcs et les lapins respectivement. Ceux-ci sont élevés : 2 milliards d'euros pour les premiers et 100 millions pour les seconds.

Toutes les filières concernées se préparent à la sortie des cages, mais les défis posés ne pourront être relevés qu'avec un accompagnement important et adéquat. Celui-ci concerne les modalités techniques d'élevage, le délai de transition, le soutien financier pour aider les éleveurs à investir, etc. L'horizon temporel, encore inconnu, doit permettre aux élevages de passer d'un mode de production à un autre tout en investissant dans des infrastructures modernes permettant le maintien de la souveraineté alimentaire et, si possible, du cheptel actuel.

² <https://hal.inrae.fr/hal-04099107v1>

3 - Objectifs, contenu et méthode de l'étude

3.1. Objectifs généraux de l'étude

L'objectif de cette étude est d'identifier les implications (techniques, économiques, sanitaires, etc.) de la sortie des cages, et d'en estimer le coût global. Par « coût global », il convient d'entendre d'une part les coûts directs de nature financière (par exemple les modifications liées à l'adaptation des bâtiments d'élevage) et d'autre part les coûts indirects, par exemple d'ordre organisationnel : gestion de l'élevage, évolution du travail de l'éleveur, formation, modifications éventuelles des mesures de biosécurité, etc. L'étude vise aussi à identifier les mesures d'accompagnement à mettre en œuvre pour l'ensemble des partenaires (de l'amont à l'aval des filières) et leurs conditions de réussite, ainsi que les bénéfices résultants de ces changements. Il est attendu de la part des prestataires d'envisager la répartition des éventuels surcoûts engendrés sur l'ensemble de la chaîne de production.

Le périmètre de l'étude comprend les veaux, les porcs (truies) et les poules pondeuses, en production et reproducteurs, en France métropolitaine et DROM.

Les résultats doivent aider les pouvoirs publics à planifier l'accompagnement des filières concernées vers la sortie de l'élevage en cage. Les textes européens révisés sont attendus dans les prochains mois. Il y a donc une incertitude à la fois sur les délais de publication de la réglementation finale et sur son contenu. Cependant, les pouvoirs publics souhaitent d'ores et déjà préparer un plan national stratégique pour la sortie des cages. Le rapport issu de cette étude proposera des recommandations à cet effet, tenant compte des incertitudes mentionnées.

3.2. Contenu détaillé et méthodes

L'étude doit déterminer le coût de l'arrêt des cages en France (métropole et DROM) pour les espèces ciblées par l'étude (les veaux, les porcs, les poules pondeuses, et leurs reproducteurs) et les possibilités, les moyens et le coût à prévoir pour l'État afin d'accompagner cette transition.

Pour chaque filière animale, il faudra faire un état des lieux de la transition vers la sortie des cages : faire un bilan actuel des modes d'élevage et déterminer les objectifs à atteindre pour répondre à la transition souhaitée (où devons-nous arriver ?), puis chiffrer le coût nécessaire à cette transition ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour y arriver (délais, soutiens économiques, etc.). Il s'agira ensuite de déterminer les limites de cette sortie, éventuellement les opportunités, en l'état actuel des connaissances (cf. rapports EFSA et études scientifiques), enfin faire des propositions d'accompagnements pour les différents partenaires (dont l'État), par plan de filière.

3.2.1. Phase 1 - État des lieux

Le premier temps de cette étude consistera à réaliser un état des lieux, pour chaque filière animale concernée. Il s'agira notamment :

- De décrire l'utilisation actuelle des cages, à la fois qualitativement (pour quel type d'animal, sur quelle période de sa vie, quel type de cage, etc.) et quantitativement (combien d'animaux et d'élevages sont concernés, combien de cages à supprimer, etc.).
- D'identifier les conséquences de la suppression des cages sur l'élevage et l'aval de chaque filière, par exemple sous la forme d'une approche bénéfices/risques.
- De dresser un inventaire des coûts liés à cette transition et qui devront être estimés, des méthodes disponibles pour le faire, et de fournir une première estimation.

Pour cela, il est entre autres attendu la réalisation d'une revue bibliographique d'une part, et la réalisation d'entretiens exploratoires auprès d'acteurs de la filière d'autre part (au moins 2 par filière, en particulier auprès des instituts techniques, et auprès du CNR-BEA). Le candidat indiquera dans son offre technique le nombre d'entretiens qu'il envisage de réaliser et proposera une première liste de personnes ou organismes à interroger. La liste définitive sera arrêtée par le comité de pilotage.

3.2.2. Phase 2 - Enquête approfondie et analyse des informations collectées

Une deuxième phase aura pour but de réaliser, dans chaque filière, une enquête afin d'approfondir les résultats issus de la phase 1, notamment en ce qui concerne l'estimation des coûts. Sont attendues, pour chaque filière :

- une enquête quantitative en ligne, qui aura pour objectif de collecter à chaque niveau de la filière des données quantitatives et qualitatives, sur les adaptations à un élevage sans cage et ses conséquences, en particulier financières ;
- une enquête qualitative, qui aura pour but de préciser (au moyen d'entretiens) les résultats de l'enquête quantitative. Ces entretiens concerneront pour chaque filière 5-6 organismes à vocations différentes (des instituts techniques, des interprofessions, des organisations professionnelles, des coopératives, des éleveurs, des chercheurs, etc.).

Dans leur offre technique, les candidats devront préciser le nombre de contacts envisagés et le mode d'administration de l'enquête quantitative. Il conviendra notamment de veiller à la représentation de l'ensemble de chaque filière. Les candidats proposeront également une première ébauche de questionnaire pour l'enquête quantitative (type de données qu'il est envisagé de récolter, méthode d'analyse) et de guide d'entretien pour l'enquête qualitative. L'ensemble de ces éléments seront validés par le comité de pilotage.

3.2.3. Phase 3 - Analyse et propositions

Cette dernière phase s'attachera à analyser les informations collectées. Sont attendus un bilan des implications d'une sortie des cages et une estimation chiffrée des coûts liés à cette sortie, par espèce (filières). Ces éléments seront accompagnés d'une identification et d'une hiérarchisation des moyens à mettre en œuvre pour y arriver (délais, soutiens économiques, mesures d'accompagnement, etc.), ainsi que de recommandations à destination du MASA sur l'accompagnement des filières, à différents niveaux, en lien avec les plans de filière. Une analyse risques/opportunités pourra être conduite, afin d'alerter sur les éventuels impacts négatifs de la sortie des cages, et de mettre en évidence ses bénéfices. Il faudra enfin aussi envisager que les mesures de soutien financier puissent être partagées entre l'État, les acteurs professionnels des filières concernées, d'autres acteurs publics locaux/régionaux, et répartis tout au long de la chaîne de valeur (du producteur au consommateur). Les limites du travail réalisé, en termes de démarche et de méthode par exemple, seront discutées.

4 - Pilotage et suivi de la prestation

4.1. Pilotage et référents

L'étude est commandée par la DGAL (suivie par le bureau du bien-être animal : BBEA) avec l'appui du Centre d'études et de prospective. Le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP), désigné dans le marché sous le terme d'acheteur, est le pouvoir adjudicateur. L'étude est financée par le MASA. Le BBEA indiquera au titulaire du marché, lors de la mise en place du marché, un référent. De son côté, le titulaire devra confirmer l'identité du responsable de l'étude en charge de la coordination du marché (exécution des prestations et facturation).

Un comité de pilotage sera constitué pour diriger et suivre le travail mené par le prestataire. Il sera composé de la DGAL, du Centre d'études et de prospective, ainsi que d'autres partenaires*.

En tant que commanditaire, la DGAL préside les réunions du comité de pilotage. Ce copil valide tous les rapports (cf. 4.3).

***Composition envisagée du comité de pilotage :**

Seront éventuellement représentés :

- DGAL-BBEA : référents de l'étude
- CEP
- DGPE- BV/BLSA
- DGER : Bureau de la formation professionnelle continue BAFPC
- CNR-BEA
- CGAAER (membre désigné)
- ACTA
- ANSES
- SNGTV
- CHAIRE BEA
- DRAAF
- INAPORC
- LCA
- ANVOL
- INTERBEV

Des points intermédiaires entre le MASA/service prescripteur technique et le prestataire seront organisés en tant que de besoin, en présentiel, par téléphone, par mail ou par visioconférence.

Le prestataire devra prévoir, en amont de chaque comité de pilotage, un temps de préparation avec les responsables du MASA/service prescripteur technique. Les éléments et les choix à soumettre au comité de pilotage y seront notamment discutés. Les documents devant être présentés au comité de pilotage seront transmis par courriel aux représentants du MASA/service prescripteur technique au moins une semaine à l'avance.

À l'issue de chaque réunion du comité de pilotage, le prestataire rédigera un compte rendu de réunion qui sera soumis à la validation de l'ensemble des participants au plus tard une semaine après la tenue de la réunion.

Les décisions prises lors du comité de pilotage engageant la suite des prestations, les échanges entre le titulaire et les différentes parties, pour valider définitivement la retranscription, ne devront pas excéder deux semaines par rapport à la date de tenue de la réunion.

4.2. Planification et suivi de l'étude

La planification des prestations est établie en cohérence avec la durée de l'étude fixée dans son ensemble à **12 mois**. Cette durée court à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service

prescrivant le démarrage des prestations.

Le Comité de pilotage de l'étude se réunira lors de réunions présentiellles (ou mixtes), en présence du prestataire et du commanditaire de l'étude, au moins **4 fois**, réparties de la manière suivante :

- CoPil 1 : au lancement de l'étude, pour présenter l'ensemble de l'étude (méthodologie, phasage, calendrier) ;
- CoPil 2 : à l'issue de la phase 1, pour présenter, discuter et valider le premier rapport intermédiaire (résultats de la phase 1), présenter et valider la méthodologie en vue de la phase 2 ;
- CoPil 3 : à l'issue de la phase 2, pour présenter, discuter et valider le deuxième rapport intermédiaire (résultats de la phase 2) ;
- CoPil 4 : à l'issue de la phase 3 pour présenter et discuter le rapport final provisoire reprenant l'ensemble de l'étude et comportant l'analyse des enquêtes et les recommandations ; présenter et valider les plans des livrables L5 et L6.

Le prestataire indiquera dans son offre les délais prévus entre les réunions, sachant que le délai global entre la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations (qui correspondra à la date et au lancement de l'étude) et la 4^e réunion du COPIL sera de 11 mois maximum.

4.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude

L'étude donnera lieu à la livraison des éléments suivants :

- L1 : un premier rapport intermédiaire à l'issue de la phase 1 de l'étude (synthèse bibliographique et grille d'entretien). Il sera livré une semaine avant la tenue du 2^e comité de pilotage, sous formats numériques « docx » et « pdf », et entièrement rédigé.
- L2 : un second rapport intermédiaire donnant les résultats de la phase 2. Il sera livré une semaine avant la tenue du 3^e comité de pilotage, sous formats numériques « docx » et « pdf », et entièrement rédigé.
- L3 : un rapport final provisoire reprenant l'ensemble de la démarche, les conclusions et les recommandations. Il sera discuté lors du CoPil n°4 final et sera complété par un rapport final définitif tenant compte des observations du CoPil n°4. L'ensemble de ces documents sera fourni aux formats « docx » et « pdf », et entièrement rédigé. Le rapport final comportera, au début, une synthèse en deux à trois pages, à l'intention des décideurs, résumant les principaux enseignements de l'étude et leurs implications pour les politiques publiques.
- L4 : un diaporama (formats « .pptx » et « .pdf ») présentant les résultats finaux de l'étude qui sera présenté lors d'une réunion de restitution des travaux de l'étude à laquelle il pourra être demandé au prestataire de participer.
- L5 : une note de synthèse de l'étude en 23 000 signes maximum (espaces compris, hors illustrations), en français et sous format numérique (« docx » et « pdf »), mettant en valeur les points saillants de l'étude et respectant la ligne éditoriale de la collection des *Analyses* publiées par le Centre d'études et de prospective du MASA. Le CEP aidera les auteurs de cette note à en préciser la problématique et le plan détaillé. Cette note de synthèse devra être entièrement rédigée. Un plan détaillé en sera présenté lors du dernier CoPil.
- L6 : un article de 85 000 signes environ (espaces, illustrations et annexes compris), en français et sous format numérique (« docx » et « pdf »), condensant et résumant l'étude, mettant l'accent sur ses apports méthodologiques et respectant la ligne éditoriale de la revue *Notes et Études Socio-Économiques* (NESE) publiée par le Centre d'études et de prospective du MASA. Le CEP aidera les auteurs de cet article à en préciser le plan détaillé. Cet article devra être entièrement rédigé. Un plan détaillé en sera présenté lors du dernier CoPil.

Les versions définitives des livrables L3 et L4 seront transmises dans le mois suivant le quatrième comité de pilotage.

Le temps nécessaire à la rédaction des livrables L5 et L6 devra être clairement identifié dans la proposition du candidat. Ce temps devra être préservé au moment de la réalisation effective de l'étude.

Les derniers livrables sont attendus au plus tard **12 mois** à compter du début de l'étude.

Les comptes rendus des réunions du comité de pilotage visés au 4.1, seront également fournis aux formats « docx » et « pdf ».

Le Centre d'études et de prospective, en tant que gestionnaire du Programme ministériel d'études du MASA, se réserve le droit de modifier les livrables L5 et L6, en concertation avec les auteurs, afin d'adapter leur contenu et leur forme à la ligne éditoriale de ces deux formats de publication (*Analyses* et *NESE*). Le CEP pourra à ce titre en être co-auteur.

Sur la page de couverture de l'ensemble de ces livrables devront figurer les éléments suivants, sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur : « Étude commandée par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA), financée par le programme 215 du MASA. Ce document n'exprime pas les positions officielles du MASA. Il n'engage que ses auteurs. Marché n°SSP-DGAL-2025-061 ».

4.4. Calendrier

Le soumissionnaire proposera dans son offre un calendrier adapté aux méthodes proposées, et détaillant l'articulation entre les différentes phases. Ce calendrier devra intégrer les délais prévus entre les réunions de COPIL et ceux pour la fourniture des différents livrables, en particulier le temps de rédaction nécessaire pour les documents de valorisation.

À titre informatif, la notification du présent marché est prévue durant la deuxième quinzaine du mois de novembre 2025.

5 - Obligations du titulaire

5.1. Participation aux différentes réunions

Le titulaire du marché est tenu d'assister à toutes les rencontres prévues dans le cadre des prestations : réunions en face à face ou par visio-conférence, entretiens, déplacements. Toute absence injustifiée ou répétée occasionne l'application de pénalités prévues au CCAP.

5.2. Remise des livrables

Le titulaire du marché est tenu de produire l'ensemble des livrables, listés à l'article 4 du présent CCTP.

Le CCAP précise les pénalités applicables. Par ailleurs, le paiement des prestations est conditionné à la remise et la validation des livrables prévus.

5.3. Confidentialité

Conformément à l'article 8.3.3 du CCAP du présent marché, le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, qui, soit avant réception de la commande, soit au cours de son exécution, ont reçu communication de renseignements, documents, éléments ou objets quelconques dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication, qui ne peut, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle peut recevoir du titulaire.

Le titulaire s'engage également à respecter les règles du secret statistique telles que définies par la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique.

5.4. Propriété de l'étude

Le régime des droits de propriété intellectuelle de l'étude est précisé à l'article 10 du CCAP.

Annexe : bibliographie et données indicatives

Cette bibliographie, seulement indicative, vise à aider les candidats à mieux comprendre le champ et les attendus de l'étude. Lors de la phase 1 de l'étude, ainsi qu'indiqué dans les pages précédentes, le prestataire sera chargé de compiler les différentes ressources documentaires de manière plus exhaustive.

Bibliographie *(non exhaustive)*

- Rapport IFIP : Coût d'un arrêt des cages en production porcine - Stratégie « end of the cages », Yvonnick Rousselière, Valérie Courboulay, Anne Hémonic, Août 2022
Et publication sur le site internet : <https://ifip.asso.fr/documentations/46876-evolution-des-couts-a-la-place-des-batiments-porcins-entre-2015-2021-et-2023/>
- Rapport ITAVI sur la filière cunicole : en cours de publication
- Publication ANSES : <https://www.anses.fr/fr/content/l%E2%80%99arr%C3%AAt-des-cages-suffit-il-%C3%A0-garantir-le-bien-%C3%AAtre-des-animaux> – du 26/02/2022
- Publication du CNR-BEA : <https://www.cnr-bea.fr/plateforme-de-ressources/>
- Publication du CGAAER : <https://agriculture.gouv.fr/organisation-et-publications-du-cgaaer>
<https://www.agra.fr/agra-presse/lapins-la-feuille-de-route-du-cgaaer-pour-sortir-de-la-cage>
- Données chiffrées et publications des instituts techniques :
 - ITAVI pour les filières avicoles et cunicole : <https://www.itavi.asso.fr/publications>
 - IFIP pour la filière porcine <https://ifip.asso.fr/>
 - IDELE pour la filière vitelline
- Données Agreste pour les informations de la statistique agricole sur les filières
- Données chiffrées et publications des interprofessions :
 - ANVOL : <https://interpro-anvol.fr/filiere-avicole/> dont les informations relatives aux palmipèdes et CNPO
 - INAPORC : <https://www.leporc.com/inaporc>
 - INTERBEV : <https://www.interbev.fr/>
- Dossiers publiés par les associations de protection animale :
CIWF : <https://www.ciwf.fr/presse/communiqués/2024/09/fin-des-cages-en-france-c-est-possible>
<https://www.ciwf.fr/actualités/2024/09/plan-de-sortie-des-cages>
<https://www.ciwf.fr/actualités/2024/09/dialogue-strategique-sur-lavenir-de-lagriculture-de-lue-un-consensus-encourageant-sur-la-fin-des-cages>
- EURO GROUP FOR ANIMALS :
<https://www.eurogrouppforanimals.org/files/eurogrouppforanimals/2022-03/2022-03-15%20-%20Bye%20bye%20cages%20report%20-%20French%20FINAL.pdf>
- Informations européennes sur l'ICE 'end of cage age' :
<https://www.touteleurope.eu/agriculture-et-peche/bien-etre-animal-vers-la-fin-de-l-elevage-en-cage-en-europe-a-l-horizon-2027/>

- Rapports de l'EFSA sur différentes filières : porcins (Sept. 2022), Lapins et oiseaux domestiques dont poules pondeuses et canards (Sept. 2022), bovins : vaches et veaux (Sept. 2022).

- Article de presse :

<https://www.lafranceagricole.fr/filieres-viande/article/841631/des-consequences-totalement-ignorees-de-l-arret-des-cages>

<https://www.lafranceagricole.fr/viande-porcine/article/748073/le-bienetre-animal-a-un-cot>

Ainsi que les éléments liés aux plans de filières, et aux travaux issus de la concertation nationale des acteurs du bien-être animal en France conduite par les services de l'Etat / MASA au 1^{er} trimestre 2021 qui seront mis à la disposition du titulaire du marché **sous confidentialité**.